Les travailleurs niçois, leur lutte et les élections, page 6 et 7

Vendredi 8 décembre 1978 – No 988 389

BP 61. 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

5 tribunaux désavouent la Sonacotra

Un succès de la lutte des immigrés

Un succès de l'unité français-immigrés

LES poursuites engagées par la Sonacotra contre les résidents des foyers qu'elle gère se sont brisées contre la détermination des résidents, la solidité de leur lutte et de son unité autour du Comité de coordination et la solidarité de plus en plus large dont ils bénéficient de la part des travailleurs français.

Il faut rester mobilisés et maintenir toute la vigilance : le gouvernement prépare de nouvelles mesures dangereuses pour nos frères immigrés.

(Voir article page 3)

Une des manifestations qui ont jalonné la longue lutte des immigrés, résidents des foyers Sonacotra

Bavures ?

EN quelques jours, quatre CRS ont été inculpés : l'un d'eux, assassin d'un postier à Marseille, les autres escrocs opérant à Marseille et en Alsace. La délinquance et la criminalité, que le pouvoir veut faire endosser aux jeunes travailleurs et aux immigrés, sont aussi le fait des policiers. Du coup, le gouvernement se fait un peu moins bavard sur les questions de sécurité, lui qui n'a cessé de parler de renforcer la police pour, justement, assurer la sécurité des Français.

Les causes de la délinquance sont à rechercher dans le système capitaliste lui-même. La crise avec son cortège de licenciements, les conditions d'existence qui se dégradent (insécurités premières du système) sont le stimulateur de la délinquance.

La police a pour fonction de protéger ce système et ceux qui en profitent : la classe patronale, les exploiteurs qui sont, au fond, les premiers racketteurs de la société. Quoi d'étonnant que la police, les CRS, l'armée aient dans leurs rangs des racketteurs, des voleurs et des assassins ? On peut même dire qu'ils y trouvent un abri : la plupart du temps, les policiers meurtriers ou auteurs d'agression échappent à la justice. Ainsi, Marchaudon, meurtrier d'un immigré, exerce toujours ses talents dans la police. Catteau, le flic meurtrier de Gilles Olivier, ce jeune de Saint-Denis, qui refusait simplement de se soumettre à un contrôle policier, a été réintégré dans ses fonctions.

L'inculpation de quatre CRS, la condamnation d'un légionnaire assassin ne peuvent cacher cette réalité : de la police, des CRS, de l'armée, de tout l'appareil d'État, les travailleurs ne peuvent attendre aucune sécurité. Il ne s'agit pas de bavures qu'on peut éliminer, cela tient à la fonction même de ces organismes qui est de réprimer le peuple et de protéger ses exploiteurs.

Certains, comme l'*Humanité*, parlent de « *blanchir les CRS* », d'éviter ces bavures en améliorant le recrutement, et qualifiant l'ilôtage des quartiers populaires par la police de moyen pour démocratiser celle-ci. Ceux-là trompent les travailleurs et se font les défenseurs du principal pilier de leurs exploiteurs.

Jacques DUROC

(Voir page 3)

Espagne

Une constitution qui met fin à 40 années de franquisme

LES peuples d'Espagne ont voté hier massivement pour la nouvelle Constitution : plus de 80 % de oui sur les suffrages exprimés. Mais le taux d'abstentions a été assez important au Pays basque.

Marquant une rupture juridique avec quarante années de franquisme, la nouvelle Constitution est typique d'un système de démocratie bourgeoise (y compris avec ses limites). Elle représente un maillon pour consolider la démocratie en Espagne face aux entreprises insensées des nostalgiques du fascisme. C'est d'ailleurs cette raison qui a poussé l'Organisation révolutionnaire des travailleurs (ORT) à appeler à voter oui : « *Le oui à la Constitution doit être un oui à la démocratie contre le fascisme* ».

Voici quelques points importants qui sont le résultat de dizaines d'années de luttes du peuple pour la démocratie : les lois fascistes sont abolies, l'armée perd beaucoup d'importance, l'église n'est plus religion d'État, les libertés individuelles sont reconnues, la peine de mort est abolie, le suffrage universel est instauré. Mais la reconnaissance du « *droit à l'autonomie des nationalités et des régions* » n'a pas satisfait le peuple basque puisque celui-ci s'est abstenu à environ 50 %.

Nous reviendrons en détail sur les résultats dans nos prochaines éditions.

Le PCF. l'URSS et l'Europe

Voir page 4 et page 8)

Nord

Avec les ouvriers de Stein

Page 5

Vague de répression en Cisjordanie

L'OLP rejette tout statut d'autonomie non suivi d'indépendance

ALORS que les discussions entre Israéliens et Égyptiens sur l'application des accords de Camp David piétinent et qu'aucun texte ne semble devoir être signé avant la fin de l'année, les sionistes accentuent leur répression en Cisjordanie contre les Palestiniens, et particulièrement contre ceux qui s'opposent à ces accords. Après une vague d'arrestations la semaine dernière qui avait touché des intellectuels palestiniens, c'est à une véritable opération de terrorisme que se sont livrées les force sionistes d'occupation. Lundi, au petit matin, le village de Kafr-Kalil était encerclés par la troupe, évacués de force de toute sa population et la maison d'un homme, pourtant emprisonné depuis plusieurs mois était rasée au bulldozer. Un scénario identique se déroulait dans le village de Silwad. Les deux détenus étaient soupçonnés de « terrorisme », c'est-à-dire d'avoir refusé l'occupation militaire de leur terre:

Cela faisait un certain temps que les sionistes avaient abandonné ce type de mesures de « représailles » terroristes et l'émotion est actuellement intense dans les territoires occupés. L'inquiétude est d'autant plus vive que ces actions pourraient bien être le début de toute une nouvelle série d'actes de répression tournées vers les habitants des territoires occupés dans le but de les expulser et de créer de nouvelles colonies sionistes.

Pour sa part, Yasser Arafat, le responsable de l'OLP, a fait dimanche une mise au point sur le problème du statut d'autonomie des territoires occupés tel qu'il est actuellement prévu dans les accords égypto-israélien.

« L'organisation de libération de la Palestine, a-t-il dit, *n'acceptera pas une autonomie qui ne s'accompagnerait pas d'une indépendance totale (...) Les accords de Camp David ne tiennent pas compte des Palestiniens. Il n'y aura pas de paix dans la région sans leur participation ».* Yasser Arafat s'est en outre déclaré peu concerné par la question d'un « lien » entre le traité de paix égypto-israélien et le statut futur des Palestiniens. *« Pourquoi accepterions nous des élections en Cisjordanie pour une « autonomie » ? ».*

S.F.

Après le Vietnam et l'Ethiopie

Moscou signe un traité avec l'Afganistan

A L'OCCASION de son voyage à Moscou, Mohamed Nur Takari a signé avec Brejnev un « traité d'amitié et de coopération » entre l'Afganistan et l'URSS. Associé à un accord économique, ce traité ne fait en réalité qu'officialiser les liens existants entre Moscou et le nouveau régime afgan depuis le coup d'État du 27 avril dernier. A l'occasion de ce coup d'État, l'armée avait porté au pouvoir le président d'un parti prosoviétique pratiquement inexistant dans le pays. Depuis lors, plusieurs milliers de conseillers civils et militaires sont arrivés à Kaboul où ils ont pris place dans tous les rouages de l'administration, de l'armée et de la police. Les accords signés hier ne font que renforcer les possibilités légales d'intervention de Moscou pour soutenir le régime qui se heurte à une opposition croissante de la part de la population.

Au moment même où Takari était à Moscou, on apprenait en effet, que des combats sanglants se déroulaient dans le Nourissan au nord-est du pays. Organisés autour d'un mouvement islamique, c'est à une véritable guerre que se livrent les villageois. Un témoin rapporte qu'une grande bataille a actuellement lieu et que les paysans, retranchés sur des crêtes, encerclent un bataillon de l'armée régulière qui doit être ravitaillé par hélicoptère, des dizaines de véhicules blindés ayant déjà été détruits. L'armée a, pour sa part, rasé et brûlé deux village de mille habitants.

CONSOLIDER LES ACQUIS

Le contenu de l'accord signé mardi à Moscou ressemble beaucoup à ceux des accords signés ce mois ci entre Moscou et le Vietnam d'une part et l'Ethiopie d'autre part. Ils font en fait partie d'un plan du social-impérialisme pour consolider ses acquis au moment ou de plus en plus de pays prennent conscience de sa véritable nature.

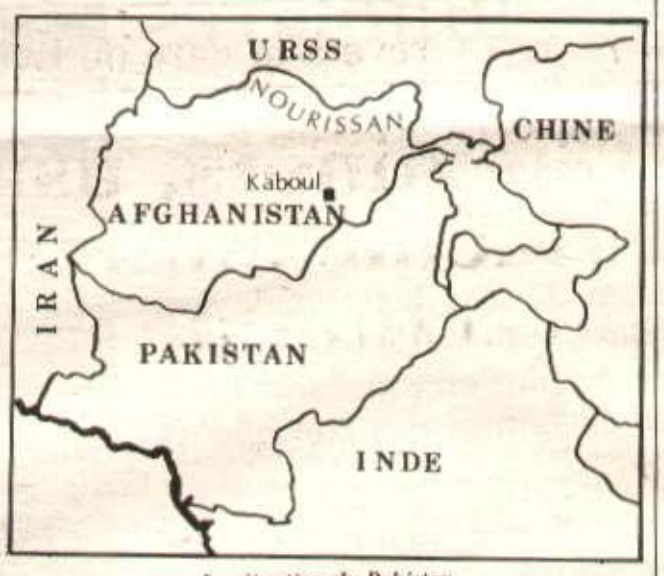
Ayant tiré les leçons de la tactique subversive qu'avait utilisée Moscou en Afganistan, en noyautant l'armée, le gouvernement irakien, qui entretient par ailleurs de bonnes relations avec l'URSS, vient par exemple de procéder au démantèlement de tout un réseau pro-soviétique au sein de ses forces armées. Parmi les officiers arrêtés figure un membre du comité central du parti communiste pro-soviétique.

TROIS TRAITÉS D'AMITIÉ, TROIS GUERRES

Brejnev a profité de sa rencontre avec Takari pour attaquer une nouvelle fois la Roumanie. S'en prenant à la juste décision du président Ceaucescu de refuser d'augmenter les dépenses militaires de son pays, Brejnev a déclaré : *« Affaiblir notre défense devant un impérialisme qui accroit sa puissance aurait des conséquences irréparables pour la cause du socialisme, de la liberté et de l'indépendance des peuples ».*

Ces mots prennent une étrange résonnance quand on sait que, outre l'Afganistan, les deux pays avec lesquels le social-impérialisme soviétique a signé ses deux premiers « traités d'amitié » mènent actuellement des guerres d'agression. Le Vietnam contre le Kampuchea et l'Ethiopie contre le peuple érythréen. Et dans ces deux guerres, Moscou joue le rôle de pourvoyeur d'armes contre les peuples. C'est cela, la liberté et l'indépendance pour Brejnev.

Serge FOREST



La situation du Pakistan

Face au regain d'activité du Ku Klux-klan, 2 000 personnes, venues du sud et de l'est des USA, ont manifesté, le 26 novembre, à Tupelo, dans le Mississipi, pour défendre la liberté des Noirs. Dans cette ville, le Ku Klux-klan a annoncé récemment la formation d'une section locale et a lancé une campagne de recrutement. Ceci s'est déjà concrétisé par des attaques contre les Noirs. Le jour même de cette manifestation, les hommes du Ku Klux-klan, une trentaine, paradaient en face du commissariat central de police de la ville, portant sur eux des armes automatiques et des revolvers. Il n'y a pas eu d'affrontement direct entre le K.K.K et les manifestants. Cependant, le K.K.K. avait organisé, la veille, de véritables embuscades, attaquant les gens venus en car à la manifestation

Les métallos ouest-allemands poursuivent leur grève pour les 35 heures

LES métallos ouest-allemands, en grève depuis dix jours, tiennent bon pour faire aboutir leur revendication : la semaine de 35 heures. Vendredi, le patronat a décidé le lock-out pour tenter de briser la grève, si bien que quelque 80 000 métallos sont actuellement à la rue. Par tous les moyens, le patronat essaie de diviser les ouvriers et de les démobiliser. Ses représentants ont avancé d'autres propositions : une miniaugmentation de salaire et un allongement des congés payés. Mais ce sont les 35 heures que les ouvriers réclament — ni plus ni moins ! La presse bourgeoise publie aussi de prétendus sondages d'opinion selon lesquels seule une minorité veut les 35 heures. Mais tout ceci révèle bien la peur du patronat : peur que la grève ne dure et ne s'étende pas, car elle lui fait perdre quelque 170 millions de francs par semaine. Peur aussi que la revendication des 35 heures ne soit reprise par les travailleurs d'autres branches de l'industrie.

Pour l'heure, l'essentiel est que se développe la solidarité avec les métallos. *Rote Fahne*, organe central du Parti communiste d'Allemagne (KPD), vient de publier un appel de son président, Christian Semler, qui va dans ce sens : *« La lutte pour la semaine de 35 heures sans réduction de salaire ni de personnel — revendication avancée par de plus en plus de travailleurs — doit être une lutte de toute la classe ouvrière. C'est pourquoi, nous appelons tous les ouvriers et employés, les hommes et les femmes, les Allemands et les immigrés, les jeunes et les vieux, à manifester activement leur solidarité avec les grévistes et les lock-outés ».*

URSS

Une nouvelle condamnation

ROBERT Nazarian, membre fondateur du groupe arménien de surveillance des accords d'Helsinki, vient d'être condamné par le tribunal d'Erevan. Comme tous les opposants au régime fasciste qui sévit en URSS, il a été accusé « d'agitation et de propagande antisoviétique ». C'est en vertu de ce « crime » qu'il a été condamné à cinq ans de camp de travail, suivis de deux ans de relégation, c'est-à-dire d'exil dans une autre région que la sienne. A son procès ont pu être entendus douze témoins qui lui sont favorables sur les cinquante prévus. Le procureur a jugé inutile l'audition de tous les témoins. Le verdict étant déterminé d'avance, on conçoit son inutilité.

Le régime rhodésien enlève et déporte des enfants noirs

D'APRES un missionnaire catholique blanc, les autorités rodhésiennes racistes enlèvent actuellement des centaines d'écoliers noirs pour les faire travailler dans des camps de travaux forcés. Ces camps, qui sont en fait des fermes appartenant à de gros colons blancs, sont approvisionnés par des raids que mène l'armée rhodésienne dans les écoles. Plus de vongt écoles ont déjà été touchées depuis quinze jours qu'est commencée cette opéraion. Le prêtre, D. Gibbs, dit que dans son seul district, les parents de plus de cinquante jeunes de 13 et 14 ans, qui ont ainsi été enlevés, se sont adressés à la Croix rouge internationale. Selon lui, les jeunes sont conduits dans des fermes des territoires sous loi martiale et là sont contraints à travailler sans recevoir le moindre salaire.

Ainsi, on connaissait déjà le régime de Smith comme raciste et colonialiste, on sait maintenant qu'il est également esclavagiste.

Préparation du congrès du FLN en Algérie

ALORS que le président Boumediène est toujours dans un état très grave, mais apparemment stationnaire, la préparation du congrès du FLN vient de commencer en Algérie. C'est ce congrès qui doit désigner le candidat à la présidence de la République, puisqu'il est maintenant établi que le président Boumediène, même s'il se rétablissait, ne serait plus en mesure d'exercer ses fonctions. D'après l'agence *Algérie Presse Service*, c'est dans la région de Tlemcen que les préparatifs ont commencé avec la réunion des organisations régionales de masse, des entreprises économiques et des unités administratives.

Manifestation des postiers contre Ségard à Paris

MERCREDI 6 décembre 1978, plusieurs centaines de postiers se sont réunis devant Paris-Brune et le nouveau bureau de Paris 14 pour accueillir comme il convenait le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications : Norbert Ségard.

Mais ce dernier ne s'était pas déplacé seul. Il était venu accompagné de plusieurs centaines de policiers et autres gardes mobiles. C'est simple, il y en avait plein le quartier. Et ils étaient équipés. Décidément la démocratie libérale avancée de Valéry est drôlement foutue.

3 000 postiers environ se sont concentrés sur le boulevard Brune. On trouve côte-à-côte le centre de renseignements téléphoniques composé en grande partie de femmes, le centre de tri Paris-Brune et le nouveau bureau de Paris 14 que venait inaugurer Ségard.

La manifestation était très combative et de nombreux mots d'ordre fusèrent des rangs des postiers. Au fur et à mesure que la présence policière se renforçait, nous devrions dire l'occupation policière, les mots d'ordre se faisaient de plus en plus forts. Les postiers présents avaient appris que les flics étaient intervenus au CTA de Bordeaux.

Aussi le mot d'ordre réclamant le départ des flics de Bordeaux fut particulièrement repris ainsi que le mot d'ordre réclamant des effectifs et pas des flics.

De nombreux tracts étaient diffusés aux gens de la rue. Bien sûr, Ségard a ignoré superbement la manifestation mais l'inauguration tranquille qu'il espérait n'a pas eu lieu. Certes, la mobilisation aurait pu être plus importante, mais les postiers étaient déterminés. C'est encourageant pour les luttes à venir et cela montre qu'il est possible de faire autre chose que des grèves de 24 heures sans lendemain.

Yves LEPIC.

Le CTA de Pontoise à nouveau en grève

NOUS avons reçu mercredi soir à 20 heures, un coup de téléphone de la section CFDT du CTA de Pontoise. Ce coup de téléphone nous disait : « *En protestation à l'intervention policière au centre de tri automatique de Bordeaux, suite à quinze jours de grève dont un d'occupation, la section CFDT du centre de tri automatique de Pontoise a appelé à riposter par la grève l'ensemble du personnel du centre. Il ne saurait être question pour nous de laisser les flics occuper un centre de tri.* »

La grève est prévue pour durer jusqu'à ce que les CRS quittent le CTA de Bordeaux (réoccupé marcredi après-midi par les postiers, le CTA était à nouveau investi par les CRS peu après).

Chômage

Le pouvoir va réduire les indemnités et augmenter les cotisations

APEINE commencées, les négociations syndicat-patronat sur l'indemnisation du chômage ont été arrêtées. Devant cet échec des négociations où aucun compromis n'a pu avoir lieu, le gouvernement va, lui, prendre des décisions qui avaient été déjà prévues : suppression des 90 %, augmentation des cotisations UNEDIC que payent les salariés. Le pouvoir prétend vouloir augmenter les indemnités les plus faibles qui sont de 35 % du salaire. En réalité, cette augmentation sera tellement faible que les chômeurs en question ne verront pratiquement aucun changement à leur situation. C'est donc des économies que le pouvoir veut faire sur le dos des chômeurs, mais aussi des travailleurs actifs qui devront supporter une hausse des cotisations chômage. Quant aux patrons, eux, ils refusent et le pouvoir avec eux, d'augmenter leurs charges sociales. Ils n'auront pas à payer d'augmentation de leurs cotisations chômage. Profit oblige.

Pour la justice Arenc n'existe pas

IL y a quelques années, on apprenait l'existence de la prison clandestine d'Arenc à Marseille. Des milliers de travailleurs immigrés y ont été emprisonnés illégalement avant d'être expulsés. Cette prison a pu fonctionner pendant 15 ans. L'affaire de la prison d'Arenc éclata lorsqu'un immigré, qui y avait été emprisonné, M. Salah Berrebough, porta plainte. Après toutes sortes de magouilles destinées à disculper Poniatowski, alors ministre de l'Intérieur, qui était impliqué dans l'affaire, et dont l'inculpation était démandé par l'avocat de S: Benebough et la Ligue des Droits de l'homme, le jugement vient d'être rendu. La cour d'appel de Lyon a décidé qu'« *il n'y avait par lieu à poursuites, les charges n'étant pas évidentes* ». Le jugement invoque l'absence de preuve. Tout cela est pur mensonge. La justice de classe n'est pas un mythe.

5 tribunaux désavouent la SONACOTRA

Un succès de la lutte des immigrés

Un succès de l'unité Français-immigrés

CINQ tribunaux viennent de donner tort à la Sonacotra dans les procès que celle-ci a intenté à des résidents de plusieurs foyers. Le tribunal de Montreuil (93) a refusé les expulsions. Il s'est déclaré incompétent en ce qui concerne les arriérés de loyers réclamés par la Sonacotra. Il renvoie l'affaire devant le tribunal administratif. De plus, il a désigné deux experts, l'un comptable, l'autre architecte pour examiner la gestion des foyers et les conditions de logement.

Le tribunal de Montmorency (Val d'Oise) a pris une décision identique en ce qui concerne le foyer d'Ermont.

Trois autres tribunaux se sont également déclarés incompétents. Il s'agit des tribunaux d'Evry (91), de Versailles (78), de Meaux. Ces décisions concernent respectivement les foyers d'Athis-Mons et Massy-Ampère, Sartrouville et Meaux.

Ces jugements constituent un camouflet à la Sonacotra dont les procès se soldent de plus en plus par un échec. Ils confirment le bien-fondé de la lutte des 30 000 résidents Sonacotra.

C'est là une victoire des résidents qu'il faut largement faire connaitre, en particulier aux travailleurs français et dans les sections syndicales.

La Sonacotra dont les procès sont voués à l'échec envisage une nouvelle forme de répression : la fermeture de certains foyers. Une lettre a été envoyée aux résidents du foyer de Nanterre-Primevères. La Sonacotra les somme de payer le loyer d'ici 15 jours, sinon elle menace de fermer le foyer. Une dizaine de foyers seraient concernés par cette nouvelle mesure. Mais il ne fait pas l'ombre d'un doute que la Sonacotra recevra encore une fois la réponse qui s'impose.

Le tribunal de Lagny a rendu son jugement dans le procès intenté par la Logirep à 13 familles d'un foyer de Chelles. La Logirep exigeait le paiement de tous les arriérés de loyer et de charges et menaçait les familles d'expulsion si elles ne payaient pas. De plus elle demandait 3 000 F de dommages et intérêts par famille.

Le tribunal a exigé le paiement des arriérés de loyers et le paiement de seulement 30 % des charges. C'est là une victoire des familles dont la grève était axée sur le refus de paiement des charges abusives et sur la nécessité des travaux dans la cité.

Henri MAZEREAU

Grève à la gare de Lyon

Cheminots, usagers, même ennemi la direction de la SNCF

LA gare de Lyon, à Paris, autour de 18 heures. C'est l'heure où la plus grosse partie des banlieusards prend son train du soir, après le travail. Depuis 11 jours maintenant, il n'y a plus qu'un train sur quatre pour toute la banlieue du Sud-Est, car les cheminots se sont mis en grève à l'appel des trois sections syndicales CGT, CFDT et FAAG. Les roulants refusent les nouveaux « roulements distributeurs » imposés par la direction qui veut faire faire à 73 cheminots le travail de 75.

Sur les quais, la foule est nombreuse, souvent silencieuse, résignée. Les usagers lisent les affiches que leur adressent les cheminots : « *Si vous n'avez pas de train, prenez les grandes lignes et tirez sur le signal d'alarme à votre gare* »...

D'autres affiches expliquent la grève, annoncent les assemblées générales et appellent à une manifestation des usagers jeudi à 8 heures.

J'entre dans une salle. Ils sont là, un peu plus d'une dizaine, ils m'accueillent : « *C'est maintenant que vous venez après dix jours ?* »... Mais l'ambiance se détend et ils se présentent : grévistes CGT, CFDT, contrôleurs, usagers... Les usagers ont décidé de créer un comité et d'appeler à ne pas payer les billets tout le temps de la grève. Il faut faire converger leur mécontentement pour appuyer les cheminots.

L'ambiance est très combative et l'unité d'action solide. Les grévistes sont conscients de l'importance de leur lutte et de son caractère nouveau : c'est la première fois depuis bien longtemps que les cheminots grévistes se donnent comme objectif de lier leur lutte à celle des usagers.

Ils sont conscients aussi qu'ils ont imposé l'unité d'action à la base et que c'est leur force. La solidarité commence à se développer. Les cheminots de Villeneuve-Saint-Georges ont promis de verser une journée de salaire et ceux de Rennes ont envoyé télégrammes et soutien financier. Dans les autres gares parisiennes, la solidarité commence aussi et le démarrage d'une grève à Austerlitz, mercredi à 22 heures, appuyera aussi cette lutte car des villes sont servies par des trains partant des deux gares.

La discussion s'est prolongée une heure et les cheminots présents s'accordaient pour regretter que les luttes comme les leurs, qui se développent dans la SNCF, souffrent du manque de dynamisme des fédérations à les soutenir et même à les impulser. La grève se renouvelle tous les jours. Les cheminots de la gare de Lyon doivent gagner. Ils ont besoin du plus large soutien.

Claire MASSON.

Iran

Aussitôt libéré, le dirigeant du Front national appelle à manifester dimanche

NOUVELLES manifestations, nouveaux appels à descendre dans la rue : on est loin d'un retour au calme en Iran. Le peuple veut le départ du Shah et rien ne l'arrête, ni les appels au calme, ni la répression, ni les déclarations de Carter. Mercredi, Sanjabi, le principal dirigeant du Front national, arrêté le 11 novembre, a été libéré. Il a aussitôt appelé les habitants de Téhéran à manifester ce week-end.

A Paris, l'ayatollah Khomeyni a rejeté l'offre du gouvernement iranien qui l'assurait de ne courir aucun risque s'il rentrait au pays. A propos du gouvernement, il a déclaré : « *Ce gouvernement doit tomber indépendamment de ma décision de rentrer ou non en Iran, c'est un gouvernement despotique et illégal* ».

L'ayatollah Taleghani prendra la tête de la manifestation prévue pour dimanche à Téhéran à l'occasion de l'Achoura, le jour le plus important du deuil chiite.

Dans le secteur industriel, les grèves ne faiblissent pas, au contraire. Mardi, une grève générale a été organisée en solidarité avec les ouvriers du pétrole. Toutes les raffineries iraniennes produisent en-dessous de leur capacité (sauf une) en raison des grèves. La production est tombée de 6 millions de barils à 3 millions. Les usines de gaz naturel sont, elles aussi, en grève et ne fonctionnent plus du tout. Enfin, on ne compte plus les bureaux et les commerces fermés.

A côté de ça, l'annonce de la mise en liberté de plusieurs centaines de prisonniers politiques semble bien dérisoire et bien incapable de satisfaire les exigences du peuple.

C.L.

Au Jour le Jour par Silvestre

Lutter contre Schmidt ou contre Giscard-Barre ?

LA création du système monétaire européen a fourni l'occasion aux dirigeants du PCF de franchir un pas supplémentaire dans leur escalade anti-CEE, dans la déformation des faits également. D'après eux, la France serait en passe de devenir une simple « *province française de l'Europe germano-américaine* » (éditorial de l'*Humanité* du 6 décembre 1978). Une telle analyse, outre qu'elle est fausse, conduit à détourner de sa cible la lutte des travailleurs en France. Il s'agirait, en effet, de combattre la CEE au nom des « intérêts de la France » capitaliste. On ne s'étonnera pas qu'une telle orientation qui n'a rien à voir avec les intérêts des travailleurs de France puisse, par contre, recueillir l'adhésion de milieux gaullistes doctrinaires (étant doctrinaires, ils se trouvent aujourd'hui à cent lieues des conceptions développées par De Gaulle, il y a dix ans. Ses conceptions et son activité n'ont-elles pas contribué, dans les faits, à faire avancer la construction de l'Europe capitaliste). Cette ligne des dirgeants du PCF est, au surplus, extrêmement dangereuse, car son contenu chauvin conduit directement à la division entre les classes ouvrières des pays européens, française et allemande en particulier.

L'analyse selon laquelle la France deviendrait, du fait de la politique giscardienne « *une province de l'Europe germano-américaine* », repose sur deux thèses erronées.

La première, c'est que la RFA serait le simple relais de la superpuissance américaine en Europe. La seconde, c'est qu'il existerait une intégration, une fusion du capital ouest-européen (sous la houlette allemande bien entendu).

Concernant les rapports entre USA et RFA, on se contentera ici de rappeler que le mark est devenu un des principaux concurrents du dollar, que la RFA, du fait même de sa puissance économique, anime aujourd'hui les principaux affrontements commerciaux avec les monopoles US. Pas plus que le Marché commun, le système monétaire européen n'est un instrument de la domination américaine mais, au contraire, *dans les faits*, un moyen pour s'y soustraire. Examinons plus en détail la seconde affirmation. Voici comment Marchais la formulait lors de sa tournée dans le Languedoc-Roussillon.

Parlant de la campagne « anticommuniste » dont serait victime le PCF, il déclarait le 2 décembre à Perpignan : « *A quel moment la grande bourgeoisie et la social démocratie européennes (1) se déchainent-elles contre nous ? Au moment où, avec l'intégration européenne et atlantique, avec l'élargissement du Marché commun, elles trament un mauvais coup contre la France et les Français* ». A entendre Marchais, on pouvait croire qu'il existe une bourgeoisise monopoliste ouest-européenne animée d'une volonté unique, ce qui voudrait dire une fusion complète du capital monopoleur et une intégration complète des économies des pays de la CEE. Force est de constater que les choses n'en sont pas rendues à ce point. En témoignent avec éloquence les rivalités qui ne cessent d'apparaître au sein de la CEE, chaque pays voulant tirer la couverture à soi. La base de ces contradictions c'est l'existence de bourgeoisies monopolistes européennes ayant chacune leur propres intérêts concurrençant les autres. Chacune nourrissant, dans la mesure de ses moyens, l'ambition de dominer l'Europe. N'est-ce pas ce qu'exprime Giscard quand il parle de « *rejoindre le peloton de tête des pays industrialisés* » ou encore de « *rattraper l'Allemagne* » ? Ces bourgeoisies capitalistes européennes ne sont unies que dans la mesure où il s'agit de faire prévaloir leurs intérêts commun vis-à-vis des pays tiers et notamment des États-Unis. C'est ainsi que les négociations commerciales qui se déroulent dans le cadre du GATT sont dominées par les affrontements Europe-USA que ce soit, comme ce fut le cas récemment, à propos du commerce du blé ou de l'acier. Au total il est permis de parler d'une interdépendance des économies européennes certainement pas d'une intégration.

Ainsi l'idée exprimée par Marchais d'une grande bourgeoisie n'est pas conforme à la réalité, pas plus que ne l'est l'idée que cette grande bourgeoisie, par l'intermédiaire de la CEE organiserait le déclin de la France (capitaliste). La vérité c'est que la bourgeoisie française utilise la CEE pour défendre et promouvoir ses intérêts monopolistes. Le meilleur exemple en est certainement le Marché commun agricole qui a permis aux monopoles agro-alimentaires et aux secteurs capitalistes de l'agriculture française, un essor très important. La production agricole ayant été multipliée par deux et sa valeur par quatre avec un taux d'accroissement annuel de 5 %.

La vérité c'est aussi que la politique de la bourgeoisie ce fait sur le dos de la classe ouvrière et de la paysannerie laborieuse que le « *redressement de la France* » dont aime à parler Giscard est synonyme d'austérité, de licenciements, de remise en cause des avantages acquis, etc.

Et cette politique désastreuse pour les travailleurs c'est bien la bourgeoisie capitaliste française qui en est responsable. Pourtant on serait presque pris d'un doute lorsqu'on lit dans l'*Humanité* : « *La RFA sera en outre en mesure d'imposer ses conditions et, ses dirigeants l'ont indiqué, fera tout pour exporter le « modèle ouest-allemand » d'où synonyme d'austérité* ». Nous imposer l'austérité ? Comme si c'était Schmidt qui avait inventé le plan Barre ! En définitive, tous les discours des dirigeants du PCF conduiraient, si on les écoutaient, à détourner la classe ouvrière et la paysannerie laborieuse de la lutte contre la bourgeoisie capitaliste en France pour les entrainer dans une défense chauvine des « intérêts français ».

Quant à nous, nous disons que la lutte à mener est bien celle contre le plan Barre, contre notre bourgeoisie monopoliste et que dans cette lutte nous devons resserrer nos liens avec les travailleurs des autres pays européens, eux aussi victimes du chômage et de l'austérité organisée par leur bourgeoisie monopoliste.

Pierre MARCEAU

(1) Souligné par nous

PCF-PCI, deux sons de cloche opposés

Le comité central du Parti communiste italien a récemment entendu un rapport sur l'Europe présenté par G. Amendola. Dans son rapport, le dirigeant du PCI indique notamment que pour sortir de la crise, il est nécessaire d'adopter au niveau de la CEE une « *difficile politique de reconversion économique et sociale* » : « *La classe ouvrière devra prendre la tête d'une politique cohérente d'austérité de manière à mettre en application les transformations allant dans un sens démocratique et socialiste* ». Il ajoute que c'est « *la raison de la nécessaire formation d'un pouvoir nouveau, plurinational, capable de faire face à des tâches que les Etats, pris séparément, ne sont pas en mesure d'assumer, pour promouvoir une politique de programmation communautaire* ». Par ailleurs, Amendola se prononce dans ce rapport en faveur d'un accroissement des pouvoirs du Parlement européen et bien sûr de l'élargissement de la CEE. Dernier détail piquant, il fixe comme un objectif la définition d'une « *politique commune de la gauche européenne* » avec bien entendu les autres partis communistes de la CEE, mais également avec « *les socialistes et les sociaux-démocrates* », il est vrai que Rome n'est pas Paris, là-bas au PCI on parle du « *camarade Willy Brandt* ».

Quand on sait que les trois bêtes noires des dirigeants du PCF sont justement l'élargissement de la CEE, l'accroissement des pouvoirs du Parlement européen etc., les sociaux-démocrates, ça donne une idée des divergences entre les deux partis.

Maire se prononce pour l'unité d'action

A L'OCCASION du congrès régional Rhône-Alpes de la CFDT qui se tenait en début de semaine, Edmond Maire a fait le point sur les relations CGT-CFDT après le 40e congrès de la CGT. Maire se déclare prêt à relancer l'unité d'action. « *Nos deux confédérations peuvent créer la dynamique du renouveau* » dit-il et pour justifier cette attitude, nouvelle depuis mars 1978, il a présenté son bilan du congrès de la CGT.

Bien sûr, le secrétaire de la CFDT ne peut admettre les attaques de la CGT sur son rôle moteur dans la politique contractuelle et l'« ouverture » de Giscard, ni certaines analyses, sur l'Europe en particulier, puisque la CFDT se prononce pour « *intégrer la dimension européenne dans la stratégie de classe* ».

Mais les dirigeants cédétistes ont tout lieu de se réjouir de la ligne générale développée par le 40e congrès CGT. En effet, la profonde aspiration qui est apparue contre le « monolithisme » de pensée de la CGT et la nomination à la direction de sept membres du PS, ne peuvent que réjouir les dirigeants de la CFDT. Ils ne peuvent aussi que se féliciter lorsque les militants de la CGT orientent leurs recherches sur de nouvelles formes d'action, dans le sens de revendications nouvelles sur les loisirs par exemple ou sur de nouvelles structures tels que les conseils d'ateliers. Quand les cadres de l'UGICT appuyés par Séguy, demandent de ne pas laisser le champ libre aux patrons sur le terrain de la gestion, il est certain que Maire y reconnait partiellement son analyse sur la politique contractuelle, il le dit clairement : « (...) Quand il (Georges Seguy) constate que la CGT a parfois sous-estimé tel ou tel compromis, ... il expose à sa manière des critiques que nous avons adressées à nous-mêmes »...

Mais c'est surtout à la profonde exigence des militants de base sur l'unité d'action, tant dans le congrès CGT que parmi les cédétistes du Rhône en premier, que Maire a été obligé de répondre : les travailleurs sont persuadés qu'il ne peut y avoir de réponse d'ampleur contre les plans Barre sans unité d'action entre les deux centrales, même si l'unité en soi ne suffit pas et qu'il faut aussi des objectifs précis et des formes d'action mobilisatrices.

C'est pourquoi, tout en refusant de participer au collectif d'unité d'action proposé par Séguy, parce que « *le congrès CGT a préféré le spectaculaire à l'efficacité* (défaut relevé d'ailleurs par un délégué CGT), Maire se déclare favorable à une rencontre au sommet avec la CGT « *pour essayer ensemble de mieux baliser le chemin dans l'action pour les revendications, le changement du type de développement, l'extension des droits des travailleurs...* » Et pour concrétiser cette nouvelle convergence, Maire a fait une visite surprise aux travailleurs de Manufrance, où la CFDT a une soixantaine d'adhérents.

LA RÉACTION DE LA CGT

Mercredi, Krasucki, pour la CGT a apprécié positivement cette attitude.

Les discussions au sommet vont donc reprendre.

Il y a tout lieu de penser que les points sur lesquels il en sortira des accords ne seront pas précisément du domaine de la mobilisation la plus large pour les actions de nature à développer une vaste contre-offensive des travailleurs. L'accent mis sur les questions de « compromis », des conseils d'atelier, le type d'évolution, l'attitude dans le débat ne le laisse pas prévoir, ni le type de proposition mise en avant ces jours-ci (telle l'auto-réduction du temps de travail sur laquelle nous reviendrons dans nos prochaines éditions).

Comme l'a affirmé Edmond Maire avec insistance, ce jeudi matin sur les ondes de France-inter, il s'agit de redonner confiance à une base ébranlée par l'échec d'une orientation axée sur les élections et il s'agit de confiance dans les directions syndicales qui ont impulsé cette orientation.

Les militants, qui aspirent à la lutte et à l'action efficace contre l'offensive patronale y trouveront-ils leur compte ? C'est peu probable.

Claire MASSON.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste.

NOM. . . . . .
PRÉNOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson – Front ouvrier : Gilles Carpentier – International : Annie Brunel
L'Humanité rouge – Pour toute correspondance : BP : 61 75861 Paris cedex 18
CCP : 30 226 72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 4e trimestre 1978

Manifestation des ouvriers de Stein avec les employés des bureaux de Stein à Vélizy

Avec les ouvriers de Stein (2e partie)

Favoriser l'unité à la base et dans l'action

NOUS avons publié dans notre édition du 29 novembre 1978 (HR No 982) la première partie d'une interview de travailleurs de Stein dont voici la suite. Cette usine de Roubaix fait partie du trust Alsthom-Atlantique (1 900 ouvriers). Classe ouvrière de choc qui a fait deux mois de grève juste avant les élections. On peut se reporter, pour plus de renseignements sur le trust, l'usine Stein, la grève à notre édition du 29 novembre.

– Q : Les sections syndicales, en menant la grève de janvier-février 1978 pour les 40 heures, les 2 400 F et la 5e semaine, ont acquis une expérience importante dans la lutte contre le plan Barre. Comment la pratique syndicale a-t-elle évolué depuis mars ?

R : Il faut distinguer deux niveaux : d'une part la pratique des sections, d'autre part la façon dont les travailleurs voient la politique du syndicat nationalement. Pour la pratique, voyons deux exemples :

– La lutte des pompes Hibon (une entreprise de fabrication de pompes pour bateaux). Il y avait treize licenciements prévus. Les gars se sont mis en grève tout de suite sans attendre de savoir qui était sur la liste. Résultat : pour l'instant les licenciemnts ne sont pas passés. A Stein, la CGT et la CFDT ont appelé au soutien. Il y a eu des collectes qui ont bien donné. Ce qui est remarquable, c'est l'importance de la solidarité de classe à Stein. La grève nous a montré combien cette solidarité était nécessaire et utile : quand l'usine Deffrenne était occupée, on avait débrayé un jour à quatre-vingt pour les soutenir contre une menace d'intervention policière, pendant notre grève, les gars de Deffrenne sont venus plusieurs fois et malgré leurs grandes difficultés financières, ils nous ont apporté 3 000 F.

DÉVELOPPER L'UNITÉ SYNDICALE POUR L'ACTION

(...) Deuxième exemple : la venue de Monory à Roubaix pour inaugurer le centre directionnel « Mercure ». Pour beaucoup de travailleurs, c'était une provocation. Le ministre du travail qui inaugure des bureaux patronaux alors que le chômage bat des record dans la région ! Il y a l'idée aussi que c'est quand on a du travail qu'on se bat contre le chômage. Il y a eu un tract CGT-CFDT et un débrayage : une cinquantaine de travailleurs ont participé à la manifestation. L'important, là, c'est l'unité syndicale. Un tract, une intersyndicale, la mobilisation : tout en commun et aucun ne manœuvra pour se mettre en avant et tirer la couverture à lui.

C'est un style très positif qu'il faut généraliser, mais ça n'est pas encore la règle.

– Q : Comment les travailleurs jugent-ils la pratique des syndicats nationaux avant et après mars ?

R : Ils constatent : le plan Barre est toujours là. Par exemple : la grève à Renault a eu un écho chez nous parce que c'est Renault, parce que leurs revendications nous concernaient directement. Après nos deux mois de grève, on n'étaient pas prêt à repartir en grève de solidarité, on attendait un mot d'ordre syndical de soutien. Il n'est pas venu. Ne faut-il pas se poser un certain nombre de questions sur l'orientation syndicale ?

L'UNITÉ AVEC LES NON-SYNDIQUÉS

– Q : Comment se pose le problème de la désyndicalisation ou de la faible syndicalisation ?

R : A Stein, il y a environ un tiers de syndiqués. A signaler qu'après la grève, un certain nombre de gars qui avaient été actifs sans être syndiqués se sont syndiqués. Ceci pour dire que quand il y a action, on a les moyens de lutter contre la désyndicalisation. Pourquoi tant de non-syndiqués ? Il y a bien sûr les *« moi, je me débrouille dans mon coin »*. Mais parmi les réflexions de non-syndiqués il y a *« moi, je ne me syndique pas tant qu'il y a deux syndicats »*, *« qu'est-de que tu veux faire avec des syndicats qui se bouffent le nez ? »*, *« Ils défendent plus une cause que les ouvriers »*, *« Ça marche trop comme un gouvernement »*.

A part une opposition personnelle avec des délégués qui conduisent au rejet du syndicat, le gros reproche, c'est que le syndicat n'a pas obtenu de résultat, qu'il y a eu trop de journée téléguidées, liées à l'Union de la gauche. Le gros obstacle à la syndicalisation, c'est l'orientation générale des syndicats. En second lieu, la division syndicale nuit beaucoup. Il faut associer au maximum les non-syndiqués. Il y a un effort fait dans ce sens mais ce n'est pas gagné. Pendant la grève, il y a eu un comité de grève mais il n'a eu qu'un rôle consultatif et la conduite de la grève est restée entre les mains des sections.

– Q : Comment se pose la question de l'unité syndicale à Stein ?

R : Un seul syndicat, voilà à quoi pensent les ouvriers. Pour la masse, il y a deux syndicats ouvriers, la CGT et la CFDT. Pourquoi l'un plutôt que l'autre. Souvent c'est le premier qui propose la carte qui emporte l'adhésion. Actuellement, l'unité organisationnelle est impossible. Par contre, dans l'action, chaque fois qu'on peut faire l'unité, il faut la faire.

(A suivre)

Nous demandons aux camarades et aux lecteurs, travaillant dans le trust Alsthom-Atlantique, d'envoyer au journal informations, photos, documents sur la situation économique dans ces usines et les luttes qui s'y mènent.

Bureau de presse du Nord

*« Quelques critiques : j'ai trouvé, ces derniers temps, qu'il y avait beaucoup de coquilles et de défauts d'impression dans l'*Humanité rouge *: paragraphes ou lignes de texte inversés, intervertis, astérisques dans le texte ne renvoyant pas à des notes, taches de doigts rendant un article illisible, une bande verticale non-imprimée sur un centimètre de large environ sur toute une colonne d'un article...*

Mais surtout, je suis un peu perplexe à propos de votre réaction à la grève des marins de commerce, suite à l'embauche par les Messageries-Paquets *d'Indonésiens et de Pakistanais. Car enfin, ces trois paquebots de croisière, derniers rescapés de la flotte de croisière de* Paquet, *voguent depuis avant la création très artificielle de la nouvelle Cie de paquebots, et les emplois, aujourd'hui occupés par ces marins du tiers monde, étaient bien occupés, il y a seulement quelques semaines ou quelques mois, par des Français, non ?*

Alors, si ces Français et leurs collègues de travail ne prennent pas la chose du bon côté, ils seraient des chauvins, voire des racistes ?

Voyez-vous, je pense, moi, que le patronat et le gouvernement n'ont aucune intention de limiter la présence des étrangers en France, mais simplement de remplacer les plus politisés, les plus organisés et combatifs par des nouveaux venus, plus paumés, plus dociles, en un mot plus exploitables ; de même que le patronat souhaite la mobilité de l'emploi dans l'hexagone, le grand chassé-croisé des chômeurs, de même il est intéressé par une main-d'œuvre étrangère de plus en plus nombreuse et de plus en plus fréquemment renouvelée pour empêcher son organisation.

Tant qu'il s'agit d'un patron remplaçant un Français par un étranger, c'est facile de suggérer que si le Français n'apprécie pas, c'est par racisme, mais quand il va s'agir de remplacer des militants Sonacotra par des Indonésiens ou des Pakistanais, comment devraient-ils réagir ?

REPONSE :

Peu après cette première lettre, ce même lecteur nous en envoyait une autre :

*« Les articles parus dans l'*Humanité rouge *ont, en grande partie, répondu à mes questions sur le racisme, en particulier celui de Guy Lebreton, dans le No 975, qui reprenait l'historique de l'immigration. Pour cette question, comme pour beaucoup d'autres, c'est ce genre de démarches qui me parait le plus convaincant »*.

En ce qui concerne la lutte contre le racisme, le renforcement de l'unité Français-immigrés, nous souhaitons poursuivre nos efforts par des articles très concrets, centrés sur des faits, montrant pourquoi les travailleurs immigrés ont été contraints de venir en France, quelles sont leurs conditions de vie et de travail. Nous souhaitons le faire pour des nationalités dont nous n'avons pas suffisamment parlé : Portugais, Africains, Turcs, etc. Nous souhaitons que nos lecteurs et correspondants contribuent à ce travail.

Quant à la question des marins et de la grève qu'ils ont menée, nous avons, bien sûr, considéré que cette lutte était tout à fait légitime. Il s'agissait d'une riposte à une grave attaque contre les conditions d'emploi des marins : l'embauche de personnel dans des conditions très inférieures à celles définies par le statut.

Cette lutte reste, d'ailleurs, d'actualité dans la mesure où le patronat de la marine marchande n'a certainement pas renoncé à ses projets qui ont connu, de fait, un début de mise en place.

Nous avons cherché, à cette occasion, à définir le mot d'ordre le plus juste pouvant traduire et orienter cette lutte : c'est bien le rôle du parti de la classe ouvrière et de son organe central. Les indications fournies à travers l'activité de notre parti dans ce secteur ou des secteurs y touchant, des articles, en particulier de *l'Humanité*, amenaient à considérer le mot d'ordre avancé par les syndicats comme ambigu, pouvant laisser la porte ouverte au chauvinisme (ce que, d'ailleurs certains articles de *l'Humanité* reflétaient nettement).

Nous avons donc mis en avant le mot d'ordre : *« Pas d'embauche hors statut »*. La campagne visant à faire passer les marins pour racistes et ainsi à isoler et affaiblir leur lutte fut bien évidemment le fait du patronat de la marine et du gouvernement. Le racisme est aussi leur fait, eux qui se proposent d'avoir leurs profits sur l'exploitation éhontée d'hommes du tiers monde dans la pure tradition colonialiste et impérialiste.

Combattre le racisme, fruit de l'impérialisme, cultivé par la bourgeoisie, combattre le chauvinisme que développe aussi la propagande du PCF (genre *« Fabriquons français »*, la campagne anti-allemande...), ce sont des conditions pour réaliser l'unité de classe qu'entravent et brisent justement le racisme et le chauvinisme, une condition donc pour frapper plus solidement la cible : le patronat de la marine marchande, l'Etat qui l'a soutenu et servi, avec sa propagande et aussi ses CRS, ses canonnières.

BLOC-NOTES

1000 Le numero 1000 de l'Humanité rouge va sortir– Préparez vous et passez vos commandes

Le No 1 000 de l'*Humanité rouge*, sortant le jeudi 14 et daté du vendredi 15 décembre au 2 janvier sera un numéro spécial de 16 pages (prix 3 F) destiné à une diffusion militante de masse notamment lors du 16 et 17 décembre.

Il comportera notamment une rétrospective de quelques unes des « Unes » les plus significatives, une interview de Jacques Jurquet, secrétaire général du PCML, sur les conditions dans lesquelles il en est venu à se poser, non sans déchirement , la question du caractère de classe du PCF, parti dont il était membre depuis 20 ans. Deux pages au moins seront consacrées au courrier des lecteurs et à la rubrique « Avec le Parti ». Ce numéro spécial traitera également de la lutte contre le chômage et les licenciements, du 40e congrès de la CGT, de la lutte des petits paysans, du danger de guerre et de la question de l'Europe, du socialisme en Chine, du Vietnam (etc), sans parler d'une page culturelle. Passez dès maintenant vos commandes à l'administration. Lecteurs et correspondnts, à vos plumes, pour enrichir les rubriques « Courrier des lecteurs, témoignages, et avec le parti ».

La publication de l'*Humanité rouge* quotidienne sera suspendue des 23-24 décembre au 2 janvier : date de parution du premier numéro de l'année 1979.

RENNES
LA PAROLE AUX PATRIOTES CAMBODGIENS

Meeting-débat avec des représentants de l'Association du Kampuchea démocratique, un membre du PCML de retour du Kampuchea. Projection d'un nouveau film sur le Kampuchea.
Cette soirée, organisée par le PCRml, le PCML et l'OCFml, aura lieu le vendredi 8 décembre à 20 h 30 à la salle de la Cité.

PARIS
Journée d'étude et de solidarité avec la lutte du peuple érythréen.

Cette journée est organisée par le comité de soutien à la lutte du peuple érythréen. Elle aura lieu à l'université de Jussieu de 9 heures du matin à 23 heures. Des discussions, conférences et projections permettront de s'informer sur la lutte que mène le peuple érythréen pour sa libération et son indépendance.

BRETIGNY-SUR-ORGE :
COMPTE-RENDU DE VOYAGE : CAMBODGE 78.

Avec Annie Brunel. Cette soirée aura lieu le samedi 9 décembre à 20 h 30 au centre culturel Gérard-Philippe avec montage-diapos, photos, etc.

du 9 au 15 décembre, dans
l'Humanité Rouge
ENQUETES *SUR* LA BRETAGNE AUJOURD'HUI

Nice : élections municipales du 3e secteur

Un bulletin de santé pour Médecin

DIRE que le manteau protecteur de l'État giscardien abrite de bien curieuses consciences est devenu un lieu commun. Mais ce singulier milieu d'affairistes que certains rêvent encore de « démocratiser », a lui aussi ses lois et ses règles. Tout lui est permis au royaume de Giscard... sauf de se faire prendre, sous peine de devenir rapidement encombrant. Jacques Médecin, fils de son père, ex-secrétaire d'État au tourisme, président du Conseil général des Alpes-Maritimes, député maire de Nice est de ceux-là.

Médecin et Spaggiari, le héros du casse de la Société générale de Nice, Médecin et Fratoni, l'affaire des casinos Rhul et Palais de la Méditerranée, la disparition d'Agnès Leroux, et le vote des Français à l'étranger, Médecin et le supermarché Carrefour aux environs de Nice, Médecin et le sport, Médecin et les promoteurs...

A Nice, on chuchotait. Alors, aujourd'hui que s'étalent au grand jour les épisodes quotidiens de ce feuilleton du scandale, la bourgeoisie niçoise s'émeut.

Mais voilà que le conseil d'Etat est saisi d'une demande d'annulation des élections municipales dans le troisième secteur. Voilà pour le pouvoir l'occasion rêvée d'évaluer les dommages. La tactique est simple : d'abord gagner du temps pour préparer une relève éventuelle. La politique du « attendre et voir venir » s'imposait sur la promenade des Anglais. Dès lors, l'alternative est claire : où Médecin peut encore servir, ou il s'agit de l'éliminer. Cette élection apparait donc véritablement comme un test donnant à chaque bulletin de vote la valeur d'un bulletin de santé.

Déjà à Paris, comme à Nice même, les prétendants à la succession ne manquent pas. Pour le pouvoir giscardien peu importe l'homme, pourvu qu'il cautionne efficacement sa politique d'austérité. Déjà, se profilent, à l'horizon des calculs giscardiens, les élections présidentielles de 1981. Ouvertement rangée derrière Jacques Médecin, toute une infrastructure para-municipale attachée au bateau comme la mouche l'est à l'excrément, le tout, mêlé à un restant d'électorat fidèle, hérité de son père, à laquelle vient s'ajouter tout ce que la ville compte de racistes et d'affairistes en tout genre.

DES MASQUES QUI NE FONT PLUS RIRE

S'il est vrai que tout cela a longtemps été suffisant, la démagogie et les promesses aidant, il risque fort aujourd'hui de ne plus en être de même. L'homme ne s'y trompe pas. Il sait mieux que quiconque que perdre lui est interdit. Chacun ici devine que le scalpel giscardien est déjà prêt, en cas d'échec, à enrayer la gangrène médeciniste. Alors cet antigaulliste convaincu va tourner vers le RPR de Chirac des yeux suppliants de biche traquée. La biche après le requin, le pape du tourisme après le raciste forcené, même dans la ville du carnaval il est des masques qui ne font plus rire

Et pendant ce temps-là, des entreprises ferment, des patrons licencient, des supermarchés se montent de façon illicite, des travailleurs immigrés subissent les conséquences d'une campagne systématiquement entretenue, la vie qui continue quoi. La vie ou ce qu'il en reste dans cette ville de plus en plus sale, de plus en plus triste, de plus en plus livrée aux caprices des promoteurs.

La SCOM, Cardinal, Fassi, Palais de la Méditerranée, autant d'entreprises où les travailleurs sont en lutte, autant de pavés dans les eaux troubles du « Las Végas » de la Côte d'Azur.

VOTER POUR L'EMPLOI DANS LES ALPES-MARITIMES

Alors importantes ces élections ? Pour Médecin certainement. « *Voyez-vous,* dit un travailleur en lutte, *on sait bien que ça ne va pas changer grand chose pour nous, mais l'idée de faire un croc-en-jambe à Médecin me séduit* ».

C'est qu'ici à Nice-Médecin, à la piscine*, sur l'avenue Jean Médecin, le ras-le-bol est total : Médecin c'est assez. Et c'est bien là l'un des aspects de cette mini-campagne électorale qui, à vrai dire, ne mobilise pas grand monde. Alors dans cette course aux strapontins municipaux, la folle poursuite s'engage. D'un côté, Médecin, de l'autre un peloton groupé où apparaissent pêle-mêle, PC, PS, radicaux, pseudo-écologistes, gaullistes d'opposition, etc.

La clarté pour l'unité de la classe ouvrière, c'est ce que réclame le PCML dans un tract diffusé dans chaque entreprise en lutte, ainsi que dans le troisième secteur. Tant il est vrai qu'il convient d'y voir clair dans cette campagne politicienne où la seule morale semble bien être la raison du plus flou.

Dimanche 10 et 18 décembre, à l'occasion de ces élections, le PCML appelle les travailleurs et leurs familles, les électeurs du troisième secteur à déposer dans l'urne un bulletin où ils auront écrit : « *Je vote pour l'emploi dans les Alpes-Maritimes* ».

Le PCML appelle les travailleurs à rejeter l'illusion électoraliste, à réaliser l'unité de la classe ouvrière dans l'action et pour l'action. Face aux divisions médecinistes sur la « démocratie française », déconcertés par les alliances sans principe de la liste Nice-démocratie impulsée par le PC et le PS, certains s'interrogent : quelle démocratie, pour quoi faire ?

Dans son appel, le PCML répond : « *Nous, la démocratie dont nous avons besoin, c'est celle qui permet de renforcer notre unité de combat, c'est la démocratie prolétarienne, celle des assemblées générales souveraines et des comités de grève.* »

PCML NICE
Cellule Ange Grassi.

* Jean Médecin, père de Jacques Médecin, affairiste surnommé : Jean « promesse ».
* Il existe à Nice, divers édifices portant le nom du père : Jean Médecin, ainsi que la principale artère de la ville, anciennement avenue de la Victoire, rebaptisée à la mort du père « avenue Jean Médecin ».

Violence et répression

NICE-MATIN alimente depuis plusieurs mois une campagne sur la « sécurité des citoyens ». Chaque fait divers est l'occasion de rappeler l'insuffisance de moyens policiers, l'insuffisance de la présence policière.

Récemment, on annonçait toute une série de mesures dites de prévention à proximité des cinémas et des écoles !!! Comme si à Nice les délinquants les plus malfaisants se trouvaient à la porte des écoles primaires ! Pourquoi ne pas aller voir du côté du Rhul du palais de la Méditerranée, de la plaine du Var, ou tout simplement à la mairie. Mais la violence de ces délinquants-là ne touche que les ouvriers, les paysans et les employés et la police préfère s'en prendre aux victimes.

Récemment à *FR3-Côte d'Azur* s'est tenue une table ronde sur la montée de la criminalité, les plus discrets n'y étaient pas MM Asso, directeur départemental des polices urbaines et Pietruschi, responsables de la police municipale ! Et pourtant... Lorque M. Asso rencontre J.D. Fratoni à la réception de François Ceyrac à Nice, l'entretient-il de la montée de la délinquance ? Et une fois finie l'émission, MM. Asso et Piétruschi parlent-ils de fraude sur les viandes ? Lorque MM. Piéruschi et Bixio en viennent à parler, dans l'intermède d'un conseil municipal, s'entretiennent-ils des ravagent de la drogue dans la jeunesse niçoise ?

En écho à cette campagne, le pouvoir a répondu favorablement : voici une brigade de lutte contre le banditisme et une compagnie entière de CRS dont la première apparition publique fut d'expulser brutalement les professeurs de gymnastique qui occupaient les locaux de la Jeunesse et des Sports.

Depuis, on les voit quadriller les quartiers populaires, interpeller les jeunes et les immigrés. Mais qui se sent en sécurité avec eux ?

Face à cela, que dit le PCF : « *Nous estimons qu'il faut utiliser la police dans sa fonction essentielle, d'assurer la sécurité des personnes et des biens et à cette fin, augmenter ses effectifs et ses moyens d'intervention qu'il convient de décentraliser* ».

Comme si la police pouvait avoir un autre rôle que celui de réprimer les travailleurs et protéger les truands capitalistes.

La SCOM
19 mois après, toujours dans la lutte pour l'emploi

Le vrai travail de la police : les CRS face aux travailleurs de la SCOM, de Vernier, du Palais de la Méditerranée. Ils viennent de frapper. Cinq ouvriers à l'hôpital

Le Cardinal.
Avec les travailleurs devant l'usine occupée

Un fait divers dont Nice Matin n'a pas parlé

SAMEDI 25 novembre, parc Florentin, un ensemble d'immeubles à l'ouest de Nice. Un locataire marocain, artisan, installé là depuis sept ans décharge sa voiture au retour du marché devant l'entrée de l'immeuble. L'endroit est interdit d'accès et barré d'une chaine mais le locataire a demandé la clef au concierge comme chaque samedi. Passe un voisin, d'origine pied noir, qui lui reproche la présence de sa voiture. Puis profitant de ce que le Marocain est penché sur son coffre se précipite sur lui, le roue de coups tout en le couvrant d'injures racistes : « *Sale raton, melon etc.* ». Une locataire de l'immeuble s'interpose. C'est une enseignante en retraite, membre du PCF, connue et estimée sur le quartier. La femme du raciste qui est présente se précipite sur cette voisine et la gifle violemment. La retraitée s'effondre. Deux personnes se portent à son secours : elle est dans le coma et décédera plus tard sans en être sortie.

Les familles de la courageuse dame et du Marocain ont porté plainte. L'ASTI des Alpes-Maritimes et le MRAP se sont constitués partie civile.

Un « fait divers » à rapprocher du violent racisme anti-arabe manifesté par la municipalité qui compte en son sein des nostalgiques de l'Algérie française et de l'OAS forts actifs. (*)

(*) Il existe à Nice « l'Association des anciens détenus politiques de l'Algérie française » dont un responsable siege au conseil municipal et « la Maison du pied noir et de ses amis » dont une activité récente avait été placée sous la présidence d'honneur de J. Médecin avec la participation de Jouhaud (ex-général du putsch d'Alger).

Il y a quelques mois à la SCOM, rencontre avec les travailleurs d'Atlas Copco Craélius en lutte contre les licenciements. L'unité et la solidarité entre les boîtes en lutte, c'est fondamental

Nice :
des entreprises différentes en lutte

Une seule exigence : l'unité de la classe ouvrière

Le cardinal

LE 13 octobre 1978, les 204 travailleurs de chez Cardinal reçoivent leur lettre de licenciement. Le motif : l'entreprise a un trou de deux millions dont 320 dûs à l'URSSAF. Les ardoises patronales s'allongent à la Sécurité Sociale, le déficit s'accentue. Tremblez patrons, Simone Veil va prendre des mesures !

Depuis près de deux mois, bien déterminés à défendre leur emploi, les travailleurs de Cardinal, dans l'unité de leurs sections syndicales (GCT, CFDT, CGC) occupent jour et nuit les deux usines et le parc des caravanes du boulevard de la Madeleine.

Aujourd'hui dans l'entreprise, on débat beaucoup du projet d'une coopérative ouvrière gérée par « les travailleurs eux-mêmes ». Il s'agirait pour chacun de verser la bagatelle de 10 millions pour devenir actionnaire. Face à ce projet activement soutenu par une partie des cadres, le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) met en garde les travailleurs de Cardinal afin qu'ils ne lâchent pas la proie pour l'ombre en clair, cela signifierait renoncer aux indemnités de chômage au nom d'une illusoire situation d'actionnaire.

Plus que jamais, le PCML appelle les travailleurs de la région niçoise à renforcer leur unité, à développer leur solidarité avec les travailleurs en lutte afin qu'une issue soit arrachée au patronat.

Palais de la Méditerannée

D'UN côté Jean Dominique Fratoni, patron du Rhue fait couler l'entreprise par des membres du conseil d'administration qu'il soudoie. Fratoni, lui, n'hésite pas à se livrer à des pressions dignes de la mafia à laquelle il appartient sur la personne de Madame Leroux, principale actionnaire et de sa fille aujourd'hui portée disparue, afin de racheter le palais.

A ses côtés, coucou le revoilà, l'inévitable Médecin toujours là quand un mauvais coup se trouve sur la Côte.

De l'autre côté, les travailleurs du palais de la Méditerrannée qui depuis plus de six mois occupent jour et nuit les locaux exigeant la réouverture.

Avec eux exigons :
- Aucun licenciement ;
- Non au démantèlement du palais ;
- Non au palais des congrès ou à toute autre initiative médeciniste qui conduirait au licenciements.

Solidarité, unité de la classe ouvrière, arrachons au patronat la réouverture du palais.

19 mois d'occupation

Où en est la SCOM ?

CELA fait 18 mois que les travailleurs de la SCOM occupent leur entreprise : la plus longue occupation du département. Leur entreprise fabriquait des portes d'ascenseurs pour Westinghouse, puis pour le trust finlandais Kone, jusqu'au jour où celui-ci décida de fabriquer ses portes en Allemagne fédérale. Il faut dire que, par leurs luttes permanentes, les métallos de la SCOM avaient obtenu des salaires et des avantages supérieurs à la moyenne de la métallurgie niçoise.

Fortement unis par cette tradition de lutte et très combatifs, ils ont joué un rôle de premier plan dans les luttes de la classe ouvrière niçoise durant ces 19 mois écoulés.

D'abord parce qu'ils seront longtemps les seuls de la région à affronter le patronat et le pouvoir sur le terrain de l'emploi. Ce qu'ils feront avec une énergie tout à fait remarquable en multipliant les actions *« type Parisien-Libéré »*, bloquant les carrefours, interrompant les inaugurations, rappelant sans cesse leur présence aux pouvoirs publics et popularisant inlassablement leur lutte.

Ensuite parce qu'ils rechercheront systématiquement le contact avec les autres entreprises en lutte les soutenant activement, y compris financièrement.

Puis, autour des élections et dans les mois qui vont suivre, un creux : on allait moins entendre parler de la SCOM. Pourquoi ?

Il y a à cela plusieurs raisons. D'abord, incontestablement, les travailleurs de la SCOM avaient mis de très grands espoirs dans la victoire de l'Union de la gauche, en particulier l'espoir qu'une solution acceptable pour les travailleurs serait trouvée. La faillite de la gauche a eu des conséquences momentanées sur la lutte. Il se trouve que cette période coïncidait avec la fin des 90 % et que les travailleurs devaient trouver une autre solution pour tenir le coup financièrement.

C'est dans ce contexte que nous sommes allés rendre visite à ces travailleurs pour faire avec eux le point sur la lutte. C'est un délégué, membre de la commission exécutive des métaux CGT, militant du PCF, qui a bien voulu répondre à nos questions.

— Q : Il y a quelques mois, les travailleurs de la SCOM occupaient le terrain, multipliaient les actions spectaculaires. Depuis, on a l'impression que c'est le calme plat.

R : Ce n'est pas vrai. Mardi dernier, avec les travailleurs de Cardinal et du Palais de la Méditerranée, nous avons fait une action de popularisation, une diffusion sur l'avenue J. Médecin (la plus grande artère de Nice). Avant, nous étions seuls à lutter pour l'emploi ; maintenant, il y a d'autres entreprises. Nous devons lutter ensemble. Il faut centraliser les actions entre les différentes boites en lutte.

Il y a aussi le fait qu'avant, avec les 90 %, nous étions plus disponibles. Maintenant, nous suivons tous des stages.

— Q : Des stages de reconversion ?

R : Pour la bourgeoisie, ce sont des stages de reconversion mais pour les travailleurs, ce sont des stages d'attente. Ils nous permettent d'avoir des ressources pour tenir le coup.

— Q : Les élections, c'était une issue pour vous ?

R : Oui, bien sûr. Et l'échec de la gauche a été durement ressenti, mais ça n'a pas eu d'influence sur la lutte. Il y a eu un moment de découragement lorsque les 90 % se terminaient. C'était l'incertitude. Actuellement, la lutte est à un tournant, nous sommes en train de trouver notre deuxième souffle.

— Q : Il y avait une tradition de lutte à la SCOM...

R : Oui, et avec ces luttes, nous avons obtenu des salaires convenables et des avantages. Nous avons quelque chose à défendre. Tu comprends, ceux de Cardinal, on va voir ce que ça va donner, ils viennent à peine de commencer, mais ils gagnaient 1 900 à 2 000 F, ils peuvent se dire, des salaires pareils, on peut les trouver ailleurs. Défendre l'entreprise d'accord, mais ce qui est important, c'est les acquis sociaux.

Dans une quinzaine, nous aurons des renseignements sur l'avenir de la boite. A un moment donné, ils parlaient de scinder l'usine en trois et de la refiler à des petits patrons. Mais ça ne créait pas d'emplois. Nous, ce qui nous intéresse, c'est lutter contre le chômage et maintenir l'emploi. Et puis, dans ces petites boites, on en bave et c'est très difficile de lutter.

— Q : A cause du paternalisme ?

R : Tu parles ! En fait de paternalisme, quand je travaillais chez Garnero, c'était à coups de pied dans le cul et on était payé avec un lance-pierres ! Si un groupe se présente pour acheter la boite, on dira : *« Il faut un emploi pour les 50 et le maintien des avantages acquis »*.

— Q : J'ai assisté à la manifestation contre Ceyrac à laquelle participaient les entreprises en lutte pour l'emploi. Penses-tu qu'une action de ce type soit efficace ? La délégation est allée poser les problèmes à l'UPIAM * qui est parfaitement au courant...

R : Efficace, on le saura plus tard. Si c'était efficace ! Il faut être là, revenir à la charge de manière à ce qu'ils ne nous oublient pas. On arrive à leur faire lâcher un mot ici, un mot là, pour ensuite les mettre en contradiction. On a conscience que ça ne va pas très loin.

La violence, moi je suis pour, c'est une opinion personnelle que je te donne. Lorsqu'on s'est affronté aux flics devant l'usine d'incinération, il y a eu cinq camarades qui se sont fait matraquer, mais ça nous a facilité l'obtention des stages. Si nous avions été 2 000 pour Ceyrac, on aurait enfoncé les grilles et l'on l'aurait coincé, Ceyrac !

L'emploi
dans les Alpes Maritimes

Des chiffres révélateurs

LE CHOMAGE DANS LES ALPES-MARITIMES

Juin 1977 : 27 875 chômeurs.
Juin 1978 : 31 144 chômeurs, soit plus 12 % en un an.

L'AUGMENTATION DU NOMBRE MENSUEL (MOYEN) DE LICENCIEMENTS ÉCONOMIQUES

1976 : 330
Premier semestre 1977 : 475
2e semestre 1977 : 460
1er semestre 1978 : 490.

LES ENTREPRISES QUI FERMENT ET QUI LUTTENT

A NICE

La SCOM (métallurgie) : 100 travailleurs, 19 mois d'occupation.
Fassi (bâtiment) : 130 travailleurs, 7 mois d'occupation.
Palais de la Méditerranée : 300 travailleurs, 6 mois d'occupation.
Cardinal (métallurgie) : 200 travailleurs, 2 mois d'occupation.

A CANNES

Alon Marine (voiliers) : 60 travailleurs, occupé pendant 14 mois en 1974-1975. Réoccupé depuis 2 mois.
Vacchello (agriculture) : 22 travailleurs, occupé depuis 2 mois.
Paracchini (bâtiment) : 400 travailleurs, 3 mois d'occupation

CHOMEURS SANS RESSOURCES

Sur 31 114 chômeurs en juin 1978, l'ASSEDIC paye une allocation à 8 509 personnes, un 90 % à 3 646 personnes, une garantie de ressources (70 % du salaire entre 60 et 65 ans) à 2 586 personnes. Ainsi, ce sont seulement 47 % des travailleurs qui sont indemnisés.
16 403 travailleurs sont au chômage sans ressources.

* Union patronale interprofessionnelle des Alpes-Maritimes, affiliée au CNPF.

Deux manifestations des échanges économiques entre la France et l'URSS. A gauche, une boutique à Paris de la multinationale soviétique Slava (Photos HR).

Quand les dirigeants du PCF se font courtiers de l'URSS

DANS notre édition d'hier, nous avons vu que les dirigeants du PCF, si prompts à parler de domination des USA sur l'Europe de l'Ouest, font bon marché de la domination impérialiste et de l'oppression que l'URSS exerce bel et bien sur l'Europe de l'Est. Mais quelle est donc leur attitude vis-à-vis des visées hégémoniques de l'URSS sur l'Europe de l'Ouest, dont notre pays fait partie ?

On le sait, les dirigeants du PCF s'opposent à la construction européenne qui constitue pourtant un obstacle aux entreprises hégémoniques des superpuissances. Ils s'efforcent de nuire à la mise en œuvre d'une politique de défense conséquente et se sont opposés tant qu'ils l'ont pu à la force de frappe. De plus, et c'est cet aspect dont nous traiterons aujourd'hui, ils font tout pour favoriser les tendances à la politique d'apaisement qui existent dans la bourgeoisie au pouvoir, pour inciter à développer les relations économiques entre la France et la superpuissance soviétique.

Les dirigeants du PCF prétendent que ce que la France vend à l'URSS actuellement n'est que de la marchandise de peu d'intérêt : « *Il n'est pas sans signification que ce soit dans les domaines où l'industrie française se trouve, par rapport à ses rivaux impérialistes, dans un état de faiblesse relative (la production de biens d'équipement et de machines-outils) que celle-ci réalise l'essentiel de ses ventes à l'URSS* », déclarait déjà en 1975 une étude des *Cahiers du communisme*.

Or, c'est faux. La France vend à l'URSS ses techniques de pointe : nucléaire, chimie, coopération dans le domaine de l'informatique ou de la construction électrique, l'aéronautique ou les alliages spéciaux de haute technicité. Alors pourquoi ce mensonge du PCF ?

Cela lui permet de critiquer Giscard d'Estaing sur sa façon de concevoir les échanges qui auraient pour conséquence « *un endettement* (soviétique) *qui, s'aggravant, devient un frein au développement ultérieur des échanges* ». Il est vrai que la France exporte des produits à forte valeur ajoutée (60 %), c'est-à-dire très travaillés, et que les Russes exportent principalement des matières premières (44 %) et énergétiques (26 %).

Mais la cause en est avant tout la politique russe elle-même. Le gouvernement russe investit ses équipements de haute technicité et de forte valeur ajoutée dans son industrie de guerre. Ce qui a deux conséquences : premièrement il ne les exporte pas ; deuxièmement il les investit dans un secteur improductif (l'armement). Deux causes de « *l'endettement* » en question.

La façon dont les dirigeants du PCF critiquent les échanges franco-russes actuels leur permet aussi de formuler, vis-à-vis de Giscard, les mêmes demandes que Moscou présente au gouvernement français : plus encore d'investissements dans la sidérurgie, la chimie de base, le nucléaire, l'informatique et l'industrie spatiale. L'article des *Cahiers du communisme*, que nous avons déjà cité, vante ainsi le marché soviétique : « *Les pays socialistes représentent aujourd'hui un tiers de l'humanité sur un quart de la planète. Ils ont atteint un haut niveau de développement. Leur économie progresse de façon continue ; le progrès scientifique et technique y connait des rythmes élevés et des résultats remarquables. Ils participent pour 40 % à la production industrielle mondiale. Ils sont ouverts à toute coopération fondée sur le respect de la souveraineté et l'intérêt mutuel...* ».

Quel marché alléchant pour les monopoles français !

Le PCF joue ainsi une double carte. Tout d'abord, faire entendre aux capitalistes cette vérité : qui mieux qu'un gouvernement de gauche avec des ministres PCF pourrait assurer aux monopoles français ce succulent marché ? La direction du PCF montre ainsi un peu quelle perspective elle compte ouvrir aux monopoles pour sortir le pays de la crise avec un gouvernement de gauche : la collaboration économique avec le Comecon et Moscou serait un des moyens de la relance de notre économie, l'exportation vers l'Est.

Ensuite, en tenant de tels propos, la direction du PCF se fait le ferme défenseur des intérêts économiques russes en France. Ce qui est très lourd de conséquences. Car, premièrement, les rapports de l'URSS avec les autres pays du Comecon prouvent bien que Moscou ne respecte pas « *la souveraineté et l'intérêt mutuel* » mais pille ses partenaires ; deuxièmement, les chiffres et les faits prouvent aussi que l'URSS se sert des accords économiques qu'elle contracte pour développer sa machine de guerre, puisque, directement ou indirectement, 40 % de la production soviétique sert à des fins militaires, ce qui est, de loin, le record mondial.

Appeler à développer vigoureusement et sans frein les relations économiques franco-russes aujourd'hui, c'est jouer le jeu de l'URSS, lui permettre de se renforcer pour multiplier ses ingérences et, finalement, se préparer à la guerre mondiale. Bien sûr, cela peut faire baver de convoitise des monopoles français. Mais, du point de vue des intérêts du prolétariat ou tout simplement du point de vue de la paix dans le monde et de l'indépendance nationale, c'est une politique criminelle.

Les militants du PCF, pas plus que les autres travailleurs, n'accepteront une telle politique. Elle tend à rattacher la France au char de l'URSS et ne peut que favoriser l'instauration, un jour, de conditions d'oppression semblables à celles des pays de l'Est aujourd'hui.

Philippe LECLERC

Contrats du siècle pour Doumeng et Soria !

EN janvier dernier, les concurrents de Jean-Baptiste Doumeng, milliardaire monopoliste et membre du PCF, révélaient qu'il venait de s'attaquer au marché africain, suivant en cela les traces de ses protecteurs russes. Le Bénin, le Dahomey, l'Angola voyaient alors arriver le trust commercial Doumeng, sur les pas des soldats russes et cubains.

Doumeng vient maintenant de s'attaquer au marché du siècle dans le commerce du blé. On sait que l'URSS importe beaucoup de blé surtout aux USA. Non pas qu'elle n'ait pas les moyens d'en produire suffisamment, mais elle connait la crise capitaliste et le dictateur Brejnev préfère tout baser sur la production de canons que sur celle de pain. C'était à ce jour la *Continental de grains* qui assurait les achats russes de blé américain. Or, Doumeng met en place une coalition de producteurs américains contre la Continental, il cherche à plus long terme à s'assurer le monopole complet de la vente du blé à l'URSS, marché à dimension planétaire. Il bénéficie pour cela du soutien de Moscou qui lui fait toute confiance.

Depuis déjà longtemps d'ailleurs, les accords agricoles économiques entre les États français et soviétique ne passent plus par les banques d'État (la Banque de France et la banque d'État soviétique) comme il est de règle générale, mais par la Banque commerciale de l'Europe du Nord tenue par Doumeng qui prend sa commission au passage. Ainsi, l'a voulu et le veut le social-impérialisme russe pour contrôler à terme, économiquement et politiquement, les accords économiques franco-russes.

Le cas de Lucien Soria est semblable à celui de Doumeng. Lucien Soria, frère de l'historien et écrivain du PCF, Georges Soria, détient le monopole des accords publicitaires entre la France et les pays du Comecon. Il commença au lendemain de la guerre à faire en France la publicité pour les ampoules électriques et les postes de radio hongrois. Puis, la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'URSS elle-même lui confièrent le monopole de leur publicité en France.

Aujourd'hui publicitaire exclusif de tout le Comecon, Lucien Soria est chargé de vanter à l'Est les mérites de Renault, des parfums Dior, des grues Poclain ou du cognac Martel, comme il est chargé de vanter, auprès des monopoles français, les produits industriels des pays de l'Est ou d'annoncer la venue du Bolchoï à Paris, de vanter les lignes aériennes et le tourisme d'au-delà le rideau de fer.

A la tête d'une affaire de 30 millions de francs déclarés, ce capitaliste bon teint ne cache pas ses sympathies pour les régimes de l'Est. Il est, comme Doumeng, un des rouages par lequel Moscou entend contrôler les échanges économiques d'État à État avec la France.

P.L.